moraux des nationalités, parce que ces besoins sont des plus naturels et se manifestent en collectivité.

Cela a des conséquences néfastes pour les ouvriers. Si les nations combattent entre elles, les ouvriers ne peuvent s'abstenir des luttes. Chaque question traitée dans la vie publique n'est jugée qu'au point de vue des luttes nationales. Cela empêche les ouvriers de se jeter avec toutes leurs forces dans les luttes de classe. Dans ces luttes de classe, les ouvriers doivent être internationalistes, mais les luttes nationales excluent d'avance toute idée de solidarité internationale : la lutte de la bourgeoisie pour le pouvoir et la lutte de classe des ouvriers ne peuvent dans aucun cas s'accorder, l'un exclut l'autre. Comme la cause des luttes nationales en Autriche est la Constitution centraliste, il est absolument nécessaire pour les ouvriers de modifier cette Constitution et de rendre les luttes nationales de la bourgeoisie impossibles. Les ouvriers revendiquent donc une Constitution qui rende possible la culture de la langue et de l'individualité nationales, qui puisse pleinement satisfaire les besoins moraux de chaque peuple sans le forcer de combattre pour ces besoins naturels et primordiaux. Cela n'est possible que si chaque nation se gouverne elle-même ; l'Etat doit avoir pour mission de défendre seulement les intérêts communs à tous les peuples autrichiens.

Mais comment réorganiser l'Autriche de façon que chaque nation se gouverne elle-même ? Sera-ce sur la base du principe de territorialité ou du principe de la personnalité ? Séparer les nations en divisant les pays suivant les régions habitées par la même race paraît être impossible ; en Bohême, par exemple, il y a des régions allemandes qui ont de grandes minorités